

NEWS



Solidarność

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

No : 69

Bi-mensuel

Date : 1e 30 mai 1986

"A TOUS CEUX QUI NE SONT PAS indifférents à l'éducation de notre nation", tel est le titre d'une lettre ouverte diffusée l'année dernière en Pologne par un groupe d'instituteurs alarmés par la situation du système éducatif polonais. Des représentants des enseignants de NSZZ "Solidarnosc" se sont rencontrés le 8 février pour établir un rapport sur l'état actuel de l'enseignement. Les dernières décisions ministérielles accroissent la pression sur un système éducatif déjà étouffé, souffrant d'une pénurie importante d'enseignants et d'équipement didactique. Les étudiants auront à suivre dès cette année des cours complémentaires qui réduiront le temps consacré aux matières de base. Aussi, les instituteurs craignent-ils que la semaine de cours soit allongée à 6 jours. Le nombre d'élèves par classe croît constamment et le Ministère de l'Education et de l'Enseignement (MOiW) a établi une proposition obligeant les instituteurs à prester 5 heures supplémentaires par semaine.

Le plus inquiétant est la campagne de vérification menée par les autorités. Ce contrôle évalue l'attitude idéologique et politique des instituteurs et leur loyauté à l'état communiste. Cette vérification est conduite par le directeur de l'école et des personnes nommées par le Ministère. Selon l'article 6 par.2 de la Charte de l'Instituteur, un enseignant peut être évalué après trois ans de travail mais non sur base d'un questionnaire établi par le ministère. De plus, le groupe menant cette vérification ne peut comprendre, selon l'ordonnance ministérielle 25 de 1982, point 186, que des personnes directement liées à l'école de l'enseignant contrôlé. Le processus actuel d'évaluation est donc, selon la législation en vigueur, illégal.

Les lignes maîtresses de cette vérification ont été stipulées dans un document confidentiel. Le point 4 de ce texte suscite le plus de craintes: les instituteurs sont jugés d'après "leur reconnaissance des principes de l'état socialiste et leur engagement actif à ces principes; leur conformité aux principes moraux du socialisme (modestie, honnêteté et responsabilité); leur engagement et leur identification aux décisions du parti communiste, du gouvernement et des autorités éducatives; la part prise dans le développement du caractère laïc de l'école et des traditions laïques".

Selon des personnes ayant déjà subi cet examen, les questions portent souvent sur les pratiques religieuses; il est demandé à l'enseignant si ses enfants ont été baptisés, s'il s'est marié à l'église ou s'il a vu ses élèves faire le signe de croix à l'école. On l'interroge également sur sa position par rapport aux crucifix dans les classes.

Le comité indépendant des instituteurs considère cette vérification comme une tentative de revenir à la situation des années cinquante quand les enseignants devaient constituer l'avant-garde idéologique formant une nouvelle génération conforme aux idéaux de l'état socialiste. Le comité estime que le système scolaire doit avant tout servir l'étudiant et la société. Cette campagne de contrôle est une attaque flagrante portée à l'indépendance intellectuelle des instituteurs et les enseignants mais aussi les élèves deviennent ainsi les pions de la doctrine d'état. Le comité s'est prononcé catégoriquement contre cette campagne de contrôle, établissant une liste des droits des instituteurs auxquels ceux-ci peuvent se référer lors de ce type d'entretien.

~~*~*~*~*~*~*~*~*

LA COMMISSION Provisoire de Coordination (TKK) de NSZZ "Solidarnosc" a publié la déclaration suivante. Celle-ci a été signée le 15 mai par Zbigniew Bujak, région de Mazovie; Jan Andrzej Gorny, région de Slask-Dabrowski; Marek Muszynski, région de Basse-Silésie et des représentants des régions de Gdansk et Petite Pologne.

Suite à la Catastrophe de Tchernobyl

La nouvelle de l'explosion de la centrale atomique de Tchernobyl a suscité en Pologne un sentiment de grande inquiétude, d'autant plus qu'elle n'a été annoncée qu'après le passage du nuage radioactif sur

le pays et la découverte de la pollution en Suède.

Le mode de communication des données sur le niveau de contamination fut également inadmissible. Dans le flot de chiffres et de termes techniques, des informations essentielles sur les régions effectivement touchées par une radiation intensive faisaient défaut. Il y avait également un manque de recommandations rapides et explicites sur la protection contre la contamination, surtout pour les enfants et les jeunes. Dans une situation où le porte-parole du gouvernement ment de manière évidente sur beaucoup de questions, la société ne pouvait faire confiance aux informations gouvernementales.

4^e P. 12007

La rancoeur porte également sur l'aspect international de l'affaire, démontrant la non-indépendance du gouvernement polonais et la dépendance de la Pologne à l'Urss. Dans cette situation, les accusations portées par le gouvernement polonais contre les stations de radio émettant à partir de l'Ouest en langue polonaise, servent à masquer le fait que c'est par elles que la société polonaise a appris l'explosion de Tchernobyl et le danger en résultant. La campagne contre ces radios est donc une vengeance pour la rupture du monopole de l'information.

L'explosion de Tchernobyl a attiré l'attention de tous sur le problème de la protection de l'environnement. Jamais encore, il n'est apparu aussi clairement combien cette question est liée au problème de la liberté d'organisation et d'information. Jusqu'en août 80, les données sur la pollution étaient entièrement soumises aux règles de la censure. Suite aux grèves ouvrières, cette situation s'est modifiée. Dans la presse, des informations jusque là cachées ont été publiées, des centres écologistes indépendants ont été créés. Avec l'appui du mouvement syndical, et de NSZZ "Solidarnosc" surtout, ils ont entrepris leur action en vue d'améliorer la situation.

Les centres écologistes existant actuellement, privés de l'appui du mouvement syndical indépendant et de possibilités de toucher l'opinion publique, ont peu d'influence sur les décisions gouvernementales, de même qu'ils ont des possibilités minimales de limiter la pollution provoquée par les centres industriels. Les écologistes fournissent parfois dans la presse officielle des informations sur la pollution. Ces publications et des articles de la presse non-censurée dessinent une vue effrayante.

Du point de vue de la pollution de l'air, la Pologne est la 1ère au monde. La pollution maximale des bois est dépassée. La pollution par gaz, poussière, produits chimiques dépassent de loin les normes admises. Les réserves d'eau se réduisent; les rivières et les lacs sont pollués par le chlore, le soufre et différents métaux. 1% seulement de l'eau peut être considérée de 1ère catégorie quant à la pureté (il y a 5 ans, 10%), 49% des rivières sont au-delà de toute norme. La terre est également polluée. Beaucoup de produits agricoles ne répondent pas aux critères alimentaires. Aujourd'hui déjà, à Zagłębie Miedzowy, la culture et l'élevage ne sont plus possibles; dans peu de temps, une semblable pollution s'étendra sur l'ensemble de la voïvodie de Katowice.

Des investissements industriels irréfléchis entraîneront la pollution de régions aujourd'hui encore saines. Plus de 35% de la population polonaise vit dans des régions où la pollution dépasse les normes admises. Les moyens manquent pour filtrer les eaux industrielles. Les peines pour dégradation de l'environnement sont étonnamment clémentes dans un pays où la peine pénale moyenne est la plus élevée d'Europe. Tous les Polonais paient de leur santé les normes de production. La population est soumise à des nuisances au travail, dans la rue, au domicile et en vacances.

La centrale atomique en construction à Zarnowiec est basée sur la technologie soviétique. Nous ne savons pas quels moyens de sécurité ont été prévus,

ni s'il n'y a pas un danger de catastrophe nucléaire aux conséquences incalculables.

La tragique situation écologique en Pologne est la conséquence de la volonté doctrinale d'augmenter le développement irraisonné de l'industrie lourde et d'extraction. Les mêmes exigences doctrinales des autorités visent la liquidation de toute organisation sociale indépendante et à assurer le monopole de l'information. L'amélioration de la situation actuelle ne peut résulter que de changements fondamentaux du système économique-politique. Seules la pression organisée et l'action sociale pourront, par la création d'institutions indépendantes, forcer les autorités à renoncer à leur politique actuelle.

LE PORTE-PAROLE du gouvernement, Jerzy Urban a expliqué que le retard de l'information sur l'explosion de Tchernobyl était dû à la mauvaise qualité de l'équipement polygraphique polonais.

LE PRAESIDIUM du Comité Régional (RKW) de NSZZ "Solidarnosc" de Petite-Pologne a appelé tous les scientifiques et experts nucléaires à fournir tous les documents et analyses sur le danger nucléaire disponibles à la presse indépendante. Le praesidium a publié une analyse sur le taux de radioactivité dans la région et les mesures préventives à prendre contre la contamination. Il déclare les instructions officielles fournies par le gouvernement tout à fait inadéquates.

Dans un autre communiqué, le RKW de Petite-Pologne indique qu'environ 5.000 personnes ont participé à une manifestation indépendante du 1er mai aux Aciéries Nowa Huta malgré la présence massive de forces de l'ordre. 100 personnes environ ont été placées en détention "préventive" avant la fête du travail et plusieurs centaines d'autres ont été interrogées sur les préparatifs des célébrations indépendantes. Plusieurs centaines de personnes ont été arrêtées à Cracovie, les 1er et 3 mai, pour avoir pris part à des manifestations indépendantes.

UN APPEL vers l'Ouest pour des actions de soutien à Zbigniew Bogacz (cfr News 68) a été signé par les militants de "Solidarnosc" de la région de Silésie-Dabrowski. Comparissant dans le procès de 6 mineurs accusés d'activités anti-élections, Bogacz est détenu depuis avril 85. Il a été condamné le 4 avril 86 à 2,5 ans de prison. Bogacz fut le responsable de la Commission Nationale Minière de "Solidarnosc" et a organisé les grèves des mines Piast et Ziemowit après le 13 décembre 81. Son état de santé est inquiétant; les médecins estiment qu'à défaut de soins adéquats, il risque de devoir être amputé d'une jambe. Les autorités de la prison ont pourtant interdit son transfert à l'hôpital.

DES LETTRES demandant la libération des militants de "Paix et Liberté", Jacek Czaputowicz et Piotr Niemczyk ont été adressées aux autorités polonaises par Hans-H. Hucking, membre du conseil communal de Dortmund; Kristen Rupel de la section allemande de

l'Internationale des Résistants à la Guerre; et Moira Weaver de la Commission de Coordination du END anglais. Le groupe pacifiste polonais a reçu une lettre de proposition de coopération du Groupe de Confiance de Moscou. Une délégation de membres du parti Vert allemand a rencontré des représentants de "Paix et Liberté" en Pologne en avril. Une déclaration conjointe sur la paix en Europe et dans le monde a été signée.

LE SERVICE PUBLIC des Transports (MKP) de Lodz a reçu une ordonnance de l'administration régionale du parti communiste, interdisant l'embauche de chauffeurs; cela afin d'empêcher la réinsertion de Andrzej Slowik, responsable du conseil régional de NSZZ "Solidarnosc". D'autres candidats sont engagés comme soudeurs, contrôleurs, etc et ensuite réaffectés au poste de chauffeur. Les travailleurs du service qui avaient voté en faveur de la réintégration de Slowik lors d'un vote au sein de l'entreprise, ont été soumis à interrogatoire par la SB (service de sécurité).

BIEN QUE le Tribunal du Travail de Zakopane l'ait autorisé à réintégrer son poste d'instituteur et qu'il ait été remboursé d'amendes retenues sur son salaire, Krzysztof Kuranda de Morawczyna, près de Nowy Targ, n'a pu retrouver un emploi. Il a été interrogé et inquiété plusieurs fois par la SB. Détenu le 2 octobre pour 48h, il avait été acquitté selon une procédure sommaire et libéré sans aucune justification de son arrestation.

LE DIRECTEUR de la maison d'édition scientifique d'état (PWN) a licencié Jerzy Jackel, responsable du comité fondateur de "Solidarnosc" de l'entreprise. Jackel a été licencié officiellement pour réduction de personnel alors que peu après plusieurs nouveaux employés ont été engagés. Le même directeur a envoyé en mars des lettres de réprimandes aux employés signataires d'une pétition de soutien aux prisonniers politiques adressée au Congrès des Intellectuels pour la Paix.

MARIANNA RYGIELSKA de Torun n'a pu retrouver son emploi d'assistante sociale alors que la ville manque de ce type de qualification. Rygielska a été libérée de prison il y a deux ans après avoir purgé une peine pour activités indépendantes.

ZBIGNIEW ARKIENSZTAJN de Wloclawek est sans emploi depuis octobre 85 après avoir été condamné avec sursis à 1,5 an de prison.

PLUS DE 100 personnes ont été arrêtées à Varsovie le 1er mai, lors d'activités indépendantes. 42 personnes ont présentées devant les tribunaux; 7 ont été jugées coupables selon une procédure accélérée. Les autres ont été jugées par des tribunaux de petits délits; deux personnes y ont été acquittées. Tadeusz Grubecki a été condamné à un an de prison.

UN CORRESPONDANT étranger à Varsovie rapporte que 25

personnes ont été arrêtées alors qu'elles tentaient d'assister au procès de Seweryn Jaworski, militant de "Solidarnosc" et de quatre autres inculpés, le 12 mai.

42 EMINENTS architectes américains ont adressé au général Wojciech Jaruzelski une lettre condamnant l'emprisonnement de Czeslaw Bielecki. Bielecki, 48 ans, architecte et publiciste de Varsovie, a été arrêté le 13 avril 1985 et poursuit une grève de la faim depuis octobre 85.

SUR LE THEME "vers un monde pluraliste", les 4èmes journées de la Culture Chrétienne se sont ouvertes à Gliwice, près de Katowice, le 17 mai. Circulant pendant 9 jours parmi les églises de la ville, des écrivains, des artistes et des étudiants chrétiens, tant laïcs que religieux, ont traité de multiples thèmes, lors de cet événement organisé par l'Eglise Catholique qui a rassemblé parmi les penseurs chrétiens les plus connus de Pologne.

GRZEGORZ SYREK et Zygmunt Krzewinski ont diffusé le 16 mars une déclaration publique de protestation contre les effets absurdes des hausses de prix imposées au début de l'année. Ayant perdu leur emploi après leur emprisonnement pour activités indépendantes, ils reçoivent des allocations de subsistance dont le montant même réajusté est insuffisant pour compenser ces hausses.

LES MEDIAS POLONAIS rapportent que l'approvisionnement en médicaments est significativement plus bas que l'an dernier. Les produits qui font le plus défaut sont: les antibiotiques pour enfants, les antibiotiques en émulsion, les vitamines de base, des préparations de calcium et des désinfectants buccaux. Sur la liste des 2.300 médicaments de base dressées par l'administration médicale, plus de 1.000 sont indisponibles de façon permanente ou temporaire, selon PAP, l'agence de presse officielle.

LE MINISTERE des Communications a récemment imposé l'obligation d'une autorisation pour l'installation d'antennes TV captant les transmissions par satellite. Une attestation de bonne conduite établie par la police est requise, de même qu'une "bonne justification" de la demande.

LE MINISTRE de l'Intérieur polonais, le général Czeslaw Kiszczak, a déclaré lors d'une réunion du parti communiste que ses services de sécurité avaient, entre 81 et 86, dissous 1.600 groupes illégaux, découvert 1.200 centres de distribution de littérature indépendante et confisqué 700 appareils d'impression.

LE 13ème CONGRES Ordinaire de la Deutscher Gewerkschaftsbund s'est tenu à Hambourg, en RFA, du 25 au 31 mai. Le président du Congrès, Gerd Muhr a lu aux délégués un message du président de NSZZ "Solidarnosc", Lech Walesa, remis par Jerzy Milewski. Parmi les résolutions sur les questions internationales, la

suiVante sur la Pologne a été adoptée par le Congrès à l'unanimité.

Le 13ème Congrès ordinaire de la DGB confirme sa conviction que les travailleurs polonais ont le droit de s'organiser librement, selon leur volonté, en syndicat indépendant et autogéré.

La plus grande majorité des travailleurs polonais s'est exprimée en ce sens en 1980 par la création du syndicat NSZZ "Solidarnosc".

La DGB continuera de condamner l'écrasement de "Solidarnosc" et la répression de ses leaders et membres depuis l'imposition de la loi martiale en décembre 81.

La DGB condamne le fait que des personnes continuent d'être persécutées et emprisonnées à cause de leurs activités syndicales et de leur lutte pour un syndicat indépendant et autogéré.

La DGB ne se déclare pas prête actuellement à reconnaître, comme représentants des intérêts des travailleurs, les "nouveaux syndicats" lancés par les autorités de Pologne, ni à nouer des relations officielles avec eux.

La DGB condamne l'attitude des autorités polonaises par rapport à l'Organisation Internationale du Travail, en particulier le refus de permettre à une Commission d'Enquête de l'OIT d'examiner en Pologne l'application des conventions 87 et 98, ratifiées par la Pologne, ainsi que la notification du retrait de la Pologne de l'OIT.

La DGB confirme la décision de la CISL de refuser toute rencontre syndicale multi-latérale dans le cadre de l'OIT avec des organisations ouvrières de l'Europe de l'Est aussi longtemps que les travailleurs polonais sont empêchés de s'organiser librement en syndicat indépendant, autogéré.

La DGB demande aux autorités de Pologne de:

- libérer immédiatement tous les prisonniers arrêtés pour leurs activités syndicales et de s'abstenir de toute répression future contre ces personnes;
- respecter et appliquer les conventions de l'OIT qu'elles ont ratifiées et de revenir dans l'intérêt des travailleurs polonais sur le retrait de la Pologne de l'OIT;
- respecter, maintenir et appliquer les accords signés en 1980 avec les comités de grève;
- permettre la création de syndicats indépendants et autogérés selon la libre volonté des travailleurs polonais.

Le 13ème Congrès Ordinaire de la DGB déclare qu'avec l'ensemble des syndicats libres affiliés à la CISL, il confirme sa solidarité avec le syndicat NSZZ "Solidarnosc" fondé par les travailleurs polonais et appuie les syndicats libres en Pologne comme partout ailleurs dans le monde.

LES "NOUVEAUX SYNDICATS" en Pologne ont adressé à la DGB une réclamation formelle de protestation contre le fait qu'ils n'aient pas été invités.

Le président de la DGB, Ernst Breit a reçu une lettre de l'attaché polonais du travail à Bonn protestant contre la résolution sur la Pologne. L'attaché juge cette résolution "incompréhensible".

LA 23ème CONVENTION de la Confédération Interna-

tionale des Camionneurs s'est tenue à Las Vegas, USA, du 19 au 23 mai. La Confédération a réitéré son soutien à NSZZ "Solidarnosc". Dans un message écrit aux délégués, Lech Walesa a remercié le syndicat de son aide et exprimé son espoir de la voir se poursuivre.

LE TAUX d'affiliation au parti communiste dans les écoles supérieures de Cracovie a chuté de 50% entre 1980-85. Selon les données officielles publiées le 31 octobre 85, 11,4% des employés et 0,4% des étudiants sont membres du parti (c-à-d que 117 étudiants sur 35.000 possèdent la carte). Le taux le plus bas d'affiliation au parti est atteint à l'Académie de Médecine (7,6%) et à l'Université Jagellonne (8%); le taux le plus élevé à l'Académie d'Economie (16%) et à l'Académie d'Agriculture (15%). En 1985, seuls quatre scientifiques sur un total de 6.300 étaient membres. L'affiliation de la communauté académique de Cracovie aux "nouveaux syndicats" est également en déclin: 11% des employés et étudiants sont membres ainsi que 1,3% seulement de la direction de l'Académie Polonaise des Sciences. Les organisations communistes étudiantes ne font pas beaucoup mieux: 13,3% des étudiants sont affiliés à l'Union des Etudiants Polonais (ZSP), 1,5% à l'Union de la Jeunesse Socialiste Polonaise (ZSMP) et 3,7% à l'Union de la Jeunesse Agricole (ZMW). Seule l'Union Sportive (AZS) a pu attirer plus de membres, 5.000 soit 17% de la population étudiante.

LES STATISTIQUES OFFICIELLES pour le 1er semestre 85 indiquent que les nouveaux syndicats organisés par les autorités après la dissolution de NSZZ "Solidarnosc" comptent 5.475.800 membres, dont 615.790 retraités. Ces syndicats (OPZZ) sont présents dans 24.501 entreprises de Pologne, soit 87,7% du total. L'affiliation la plus élevée est atteinte dans la voïvodie de Bielskopodlaski où 60,9% des travailleurs de la région et 62% des retraités sont membres des nouveaux syndicats. Les taux d'affiliation les plus faibles sont relevés dans les voïvodies suivantes: Lodz, 31,8%; Cracovie, 35,2%; Varsovie, 36,1%; Walbrzych, 36,2% et Wroclaw 38,8%. La liaison des néo-syndicats au parti communiste est particulièrement évidente au vu des statistiques sur la direction nationale de l'OPZZ. 155 membres du conseil national, 58 des 78 membres du comité exécutif, 20 des 21 membres du praesidium et 8 des 9 membres du secrétariat du praesidium sont membres du parti. Le contraste avec NSZZ "Solidarnosc" est clair: en moins d'un an, celle-ci avait rassemblé 10 millions de travailleurs alors qu'après trois ans de campagne de recrutement intense et souvent peu régulière, l'OPZZ n'a atteint que la moitié.

SOURCES: Biuletyn Lodzki 7.02.86; KOS 30.03.86; Tygodnik Mazowsze 17.04.86; Tygodnik Powszechny 11.05.86.

ERRATUM: Contrairement à ce qui avait été indiqué dans le NEWS 68, le ministre Gebala n'a pas parlé de la réintégration de la Pologne au FMI mais bien à l'Organisation Internationale du Travail.

N°63

(P)



L'agence polonaise de presse PAP a annoncée le 31 mai l'arrestation de ZBIGNIEW BUJAK, un des principaux leaders de NSZZ "Solidarnosc". Selon l'agence, Bujak a été accusé, tout comme les autres dirigeants de Solidarnosc, de la tentative de renversement du regime par la force. Il est menacé d'une teine allant de cinq ans de prison jusqu'à la peine de mort. Zbigniew Bujak est entré dans la clandestinité la nuit du coup de General Jaruzelski le 13 decembre 1981. Il est membre de la Commission Provisoire de Coordination (TKK), la direction exécutive de NSZZ "Solidarnosc" en Pologne. Il est aussi le president de la region Mazowsze de syndicat independant. Bujak, 32 ans et technicien de profession, a travaillé à l'usine de tracteur près de Varsovie où il a organisé les ouvriers avant la signature des Accords de août 1980 et la création du syndicat NSZZ "Solidarnosc".